

Appel à articles pour un numéro spécial de la revue *Études Internationales*

« Rivalités et coopérations dans l’océan Indien. Nouvelles perspectives »

Christiane Rafidinarivo, IEP Madagascar/LCF UR/CEVIPOF Sciences Po

Camille Escudé, IEP Madagascar/CERI Sciences Po

La revue *Études internationales* lance un appel à contributions pour un numéro intitulé « Rivalité et coopération dans l’océan Indien. Nouvelles perspectives »

Proposé en lien avec le Centre de Recherche Politique de Madagascar, ce numéro sera coordonné par Christiane Rafidinarivo (IEP Madagascar/LCF UR/CEVIPOF Sciences Po) et Camille Escudé (IEP Madagascar/CERI Sciences Po).

Les personnes intéressées à contribuer à ce numéro sont invitées à faire parvenir leur intention aux adresses suivantes : christiane.rafidinarivo@sciencespo.fr et cescude.iep@gmail.com

Calendrier prévisionnel :

Envoi des résumés aux coordinatrices (6000 signes) : 15 avril 2023

Retour sur les propositions : 1^{er} mai 2023

Envoi des articles finaux aux coordinatrices : 31 août 2023

Envoi des articles finaux à la revue : 30 octobre 2023

Publication du numéro spécial : premier trimestre 2024

Appel à contributions

La revue *Études internationales* lance un appel à contributions pour un numéro intitulé « Rivalité et coopération dans l'océan Indien. Nouvelles perspectives »

Proposé en lien avec le Centre de Recherche Politique, ce numéro sera coordonné par Christiane Rafidinarivo (IEP Madagascar/LCF UR/CEVIPOF Sciences Po) et Camille Escudé (IEP Madagascar/CERI Sciences Po).

Ce numéro spécial a l'ambition de proposer de nouvelles perspectives de recherches sur l'océan Indien.

Le premier objectif de ce numéro spécial est de proposer un nouveau cadre conceptuel de l'internationalisation des processus de territorialisation grâce à des recherches aréales sur l'océan Indien. Ce numéro a vocation à montrer de manière empirique que les méthodes, les outils, les concepts de deux disciplines, à savoir les Relations Internationales et la Géopolitique, sont à même de proposer des analyses fructueuses de la complexité des questions de territorialisation et de l'internationalisation des stratégies des acteurs au XXI^{ème} siècle. Ils éclairent ainsi des territorialisations en termes de processus qui s'internationalisent de plus en plus par les rivalités et les coopérations.

Le débat scientifique a longtemps opposé Relations Internationales et Géopolitique. La critique de celle-ci par la Science Politique est d'abord due à l'histoire trouble de la discipline et à son actualité (Louis, 2022). Elle est réputée inspirer les expansions territoriales hégémoniques des puissances étatiques en usant par exemple, d'arguments comme l'« espace vital ». La critique porte ensuite sur les territoires en tant qu'objet de recherche de la Géopolitique. En effet, cette dernière est entendue par l'immense majorité des géographes comme l'étude des rivalités de pouvoir sur les territoires, selon les mots du (re)fondateur de la Géopolitique française, Yves Lacoste (2012). Or, dans le contexte de la mondialisation, Bertrand Badie, politiste, insiste dans *La fin des territoires* (1995) sur le fait que les Etats n'ont plus le monopole des relations internationales. De son point de vue, cela rend caduques les rivalités interétatiques de puissance westphaliennes qui sont, selon lui, l'objet de la Géopolitique. Dans la préface de la nouvelle édition de cet ouvrage en 2013, il précise l'essor des relations transnationales dans lesquelles les acteurs privés comme les firmes multinationales ou les sociétés civiles montent en puissance (Rafidinarivo, 2020c). Dans *Inter-socialités - Le monde n'est plus géopolitique*, Bertrand Badie (2020) affirme que « Le monde n'est plus géopolitique » en argumentant que les forces à l'œuvre dans le monde contemporain ne sont plus politiques, mais sociales ou sociétales. Ce dossier spécial de la revue *Etudes internationales* s'intéresse aux stratégies des acteurs de la géopolitique et des relations internationales au sens élargi des pratiques du XXI^{ème} siècle.

Si les travaux des premiers spécialistes allemands de Géopolitique comme Haushofer reposaient sur l'étude exclusive du paradigme étatique et de son rapport à l'espace, c'est aujourd'hui une approche très éloignée de la plupart des objets de recherche et de la méthodologie en Géopolitique (Escudé-Joffres, 2020a). Par exemple, le géographe Christian Grataloup (1986) définit l'espace comme acteur historique tout en critiquant le fixisme des découpages, soulignant justement que la configuration des territoires joue un rôle aussi important que les aspects sociaux. L'espace est un facteur explicatif majeur des processus politiques, au même titre que l'histoire, l'économie, la sociologie. C'est donc la notion centrale de territoire, au sens d'espace approprié par les sociétés, évincée parfois de l'analyse en Relations Internationales, qui nous semble à réintroduire dans l'analyse politique de l'océan Indien afin de ne pas/plus reléguer l'espace des sociétés à une toile de fond (Jones, Clark, 2019) des rivalités et coopérations. Ce dossier interroge ce rapport en tant que producteur d'espace et processus de territorialisation (Rafidinarivo 2020c) intéressant tout autant la Science Politique, que les Relations Internationales et la Géopolitique.

Une autre dimension significative du débat est la critique faite à la Géopolitique de ne se concentrer que sur les conflits. Cependant, elle s'intéresse également aux dynamiques de coopération ou encore à l'aspect géographique des institutions (Beauguitte, 2010). Elle souligne peut-être simplement l'omniprésence des rapports de force – mais pas forcément des conflits – à tous les niveaux politiques ou géographiques et entre tous les types d'acteurs. La réalité étant celle du contact entre les

acteurs, celui-ci peut être conflictuel ou non, géré ou pas, la question se posant alors étant celle du « comment » ? (Escudé-Joffres, 2020a). D'une part, l'apport majeur des outils et méthodes des géographes pour analyser des phénomènes politiques comme les rivalités et coopérations entre acteurs dans l'océan Indien permet alors de placer les territoires concernés au centre de l'analyse et ce, notamment grâce à l'analyse cartographique (Rafidinarivo, Sabathier, 2020a). D'autre part, cela peut contribuer à étayer une analyse politique des dynamiques géopolitiques de l'océan Indien (Rafidinarivo et Ravaloson, 2016) qui nous paraît importante à mener.

Enfin, un intérêt majeur de la Géopolitique dans les recherches régionales est qu'elle implique un processus de spatialisation du monde politique, à tous les niveaux, et avec la multiplication d'acteurs que connaît l'océan Indien. Au contraire de ce qu'affirment ses détracteurs, la Géopolitique permet de comprendre les mutations du paradigme étatique, grâce notamment à un outil essentiel de la discipline qu'est l'étude des niveaux. Les flux transfrontaliers de capitaux, de marchandises et d'êtres humains modifient les configurations étatiques, mais ne les font pas pour autant disparaître. Ces rapports de force se comprennent à tous les niveaux, et la prise en compte au cœur de l'analyse des différents niveaux et de leur interaction – voire leur recomposition - est un autre apport essentiel de la géographie. Celle-ci permet ainsi de complexifier l'analyse du rapport aux différents ensembles spatiaux : sociaux, politiques, religieux, ethniques, historiques etc. La Géopolitique peut donc se comprendre comme une réflexion sur l'organisation spatiale du monde et particulièrement, sur les formes spatiales que créent les sociétés en fonction de leurs intérêts et représentations. L'espace régional peut aussi être entendu comme un nouvel espace créé par les interactions politiques qui le traversent (Escudé-Joffres, 2020b). Cela permet d'analyser les interactions entre des ensembles spatiaux de tailles et de formes différentes et dont les configurations s'entrecroisent, s'enchevêtrent, se superposent, traduisant la complexité entre les différents phénomènes politiques comme c'est le cas dans l'océan Indien.

La Géographie, la Science Politique et les Relations Internationales permettent ainsi d'en éclairer les dynamiques nationales, supranationales, infranationales et transnationales résultant de la volonté politique des acteurs ainsi que la cinétique résultant des interactions entre eux et avec les territoires. Pour analyser les rivalités et coopérations régionales océan Indien, ce dossier distingue ainsi deux formes d'intégration régionale : le régionalisme par la volonté politique et la régionalisation, résultat spontané des interactions (Bouchard, Osman, Rafidinarivo, 2019). Cependant, le niveau régional qui est celui de l'océan Indien n'est pas un simple niveau hiérarchique entre le local et le mondial. Il résulte de l'interaction de réseaux d'acteurs (Mamadouh, Van der Wusten, 2008), pas forcément bornés par les domaines territoriaux traditionnels, mais qui peuvent en traverser plusieurs.

Par le débat scientifique, l'analyse enrichit ainsi un dialogue pluridisciplinaire favorable à la compréhension de la complexité des interactions entre processus de spatialisation et de territorialisation par les rivalités et les coopérations régionales.

En lien avec le Centre de Recherche Politique de Madagascar et l'Association Océan Indien de Science Politique, il est donc proposé de rassembler ici des recherches actuelles et innovantes sur les rivalités et coopérations dans l'océan Indien à tous les niveaux géopolitiques, en encourageant les contributions collectives.

Les auteurs sont invités à proposer des articles entrant en particulier dans les deux axes suivants.

1) L'océan Indien, une nouvelle frontière

Plus de 10 ans ont passé depuis la publication d'un numéro spécial de la revue de Géopolitique *Hérodote* (2012), sans que des perspectives globales de Science Politique ou de Relations Internationales ne soient proposées sur la région, sinon du côté du prisme historique des recherches de Gwyn Campbell (2018 ; 2019) ou de la *Revue Outre-Mers* (2019). Les recherches sur l'océan Indien se centrent souvent sur les mers voisines de l'Inde (Racine, 2016), omettant la partie de l'océan liée à l'Afrique de l'Est et

au Canal du Mozambique. Les études stratégiques sur « l'Indopacifique » prolifèrent aujourd'hui dans un climat de relatif flou scientifique (Goin, 2021).

Or, « la territorialisation maritime est aujourd'hui la plus importante nouvelle frontière au monde et la maritimisation, de l'océan Indien, l'une des plus dynamiques » (Rafidinarivo, 2020a ; 2020b ; 2020c). Les problématiques variées, enchevêtrées et liées à la maritimisation ont conduit Christiane Rafidinarivo à parler de « nouvelle géopolitique de l'océan Indien » (Rafidinarivo 2020a ; 2021a) pour caractériser autant les nouvelles stratégies géopolitiques des acteurs dans la mondialisation que le nouveau cadre conceptuel géopolitique apporté par la Science Politique et son analyse des relations internationales, de la vie politique ainsi que de la maritimisation. Le moment est ainsi venu de proposer des analyses contemporaines des rivalités et coopérations liées à cette nouvelle géopolitique dans les perspectives de l'internationalisation des processus de territorialisation dans les nouveaux espaces géopolitiques de l'océan Indien.

« Frontière » au sens de l'anglais *frontier*, renvoie à la limite du territoire maîtrisé et mis en valeur au sein d'un État, selon le concept théorisé par l'historien états-unien Frederick Jackson Turner en 1893. A ce titre, l'océan Indien serait compris comme un nouveau front pionnier à l'échelle de la planète, c'est-à-dire comme un espace soumis à un processus d'aménagement global, qui vise à faire coïncider les limites de sa mise en valeur avec ses limites administratives. Il s'agit des espaces déjà exploités dans l'océan Indien, mais également des espaces à explorer et à mettre en valeur, à la fois dans une dimension horizontale (nouvelles routes maritimes) et dans une dimension verticale (espaces des profondeurs, exploitation de ressources en hydrocarbures, minérales ou halieutiques). Cette territorialisation passe par la création de frontières. Plus récemment, cela prend la forme d'espaces de protection environnementale (Rafidinarivo, Sabathier, 2016 ; 2018 ; 2020a). Dans un contexte de mondialisation, ces espaces maritimes deviennent des interfaces, des zones de contacts. Les facteurs qui conduisent à ce processus dans l'océan Indien sont la maritimisation des économies, une nouvelle maritimité (rapport des sociétés à la mer) et les projections de puissance.

Les interactions politiques, entrepreneuriales et environnementales de cette néo-frontiérification de l'océan Indien peuvent être analysées ici. La découverte de réserves de gaz dans le Canal du Mozambique équivalentes à celles de la Mer du Nord ou du Golfe persique change la donne régionale et globale des rivalités, conflits et coopérations (Rafidinarivo, Ravaloson, 2016 ; Rafidinarivo 2020c ; Rafidinarivo 2021a). De plus, les capacités technologiques d'exploitation des Zones Economiques Exclusives ainsi que des fonds sous-marins et des coûts de celle-ci deviennent favorables. Cela est aussi vrai pour les minerais ou les ressources halieutiques. Les découvertes et exploitations d'hydrocarbures sont récentes dans l'océan Indien (Rafidinarivo, Sabathier, 2020a). C'est le cas du partenariat pétrolier entre le Kenya et l'Ouganda ou encore la production de gaz offshore au Mozambique et en Tanzanie. Le Mozambique a le potentiel pour devenir le 3ème exportateur mondial de gaz. Un marché régional gazier émerge en Afrique australe. Madagascar est aussi concerné par le gisement colossal du Canal du Mozambique. Il entre d'ores et déjà en phase productive de pétrole. Du côté de la France, toute exploration ou exploitation d'hydrocarbures sur son territoire, y compris dans l'océan Indien, est interdite au titre de la transition énergétique depuis 2019. Cependant, Total devient en 2020 l'opérateur gazier majeur au Mozambique - et en Afrique de l'Est et Australe - concurrencé par Exxon Mobil (Rafidinarivo, 2021). Or, les attaques djihadistes affiliées à Daech dans la province gazière du Mozambique ont contraint les majors pétroliers à suspendre leur exploitation depuis 2020.

La protection de l'environnement apparaît dès lors comme un dispositif géopolitique dans le contexte de contestations territoriales internationales qui opposent des Etats. C'est le cas de celle qui oppose la France et Madagascar sur les Iles Eparses du Canal du Mozambique ou la Grande-Bretagne, Maurice et les Chagossiens sur les Chagos où se situe la base américaine de Diego Garcia. C'est également le cas de celle qui oppose les Comores et la France sur Mayotte. Le droit international onusien ne reconnaît pas de frontières maritimes des territoires qui font l'objet de contestations territoriales internationales.

Les articles sur ces enjeux de néo-frontiérification sont les bienvenus.

2) Dynamiques sécuritaires et coopérations dans l'océan Indien

La notion de nouvelle frontière rentre en écho avec les dynamiques de puissances et de coopération, à toutes les échelles dans l'océan Indien. Elle peut également susciter des réflexions sur l'antimonde, notion développée par le géographe Roger Brunet dans les années 1980 (Houssay-Holzschuch, 2006). Ces océans échappent parfois à la gouvernance étatique et deviennent ceux de tous les trafics et les illégalités. C'est le cas de l'extension de la piraterie maritime somalienne à partir de 2010. Elle a déclenché une coopération protéiforme : opération Atalante européenne, Task Force américaine, armée ou sécurité privée embarquée par exemple. Cela a eu pour conséquence une militarisation sans précédent de l'océan Indien (Rafidinarivo, Sabathier, 2020).

L'implantation de Daech par l'allégeance d'Al Shebab et le conflit djihadiste au Mozambique pose de nombreuses questions sur l'internationalisation, voire la transnationalisation des territorialisations. Ce problème a suscité de nombreux types de coopération sécuritaire (Rafidinarivo 2021a) : recours à des armées privées sud-africaines puis russes ; accords de coopération policière entre le Mozambique et la Tanzanie ; aide bilatérale comme avec les Etats-Unis et la France ou multilatérale comme l'engagement de forces africaines dans le cadre de l'Union Africaine et de la SADEC, organisation régionale de l'Afrique Australe ; c'est aussi le cas de l'engagement maritime de l'Union Européenne.

La question des migrations internes et internationales interpelle également les problématiques sécuritaires. L'intensification des migrations entre Anjouan et Mayotte est considérée comme une migration interne par les Comores et une migration internationale largement clandestine et illégale par la France. Les riverains de cette région ont surnommé ce passage maritime « le plus grand cimetière de l'océan Indien » en raison des naufrages tragiques. Les déplacés au Mozambique à cause des attaques djihadistes s'élevaient à 750 000 personnes en 2021. Les Chagossiens déplacés vers Maurice et les Seychelles ont développé de très nombreux recours nationaux, internationaux et transnationaux de différents types : administratifs, juridiques, judiciaires, médiatiques, citoyennes. Cela a eu pour conséquence des mobilisations et des alliances selon les protagonistes dont certaines se sont institutionnalisées en coopération.

Ces exemples éclairent des enjeux structurants liés d'une part, aux acteurs, d'autre part aux ressources et corollairement de leur circulation avec les conséquences afférentes pour les sociétés de la région et l'environnement. Les enjeux de circulation maritime pour les chaînes d'approvisionnement sont cruciaux. 93% du commerce mondial en dépend. Ceux de la circulation des personnes concernent les flux d'activités et migratoires. C'est dans ce contexte que les contestations territoriales internationales s'inscrivent dans de nouvelles politisations qui ne sont plus réduits aux contentieux territoriaux historiques (Rafidinarivo 2020c). Des entités non étatiques contribuent à les reconfigurer tels que les réseaux djihadistes ou des organisations de trafics mais aussi les ONG humanitaires ou environnementales par exemple. La présence de puissances extraterritoriales globales (Chine, Etats-Unis, Russie) s'accroît. Il y a une montée en capacité de puissances régionales, qu'elles soient étatiques (Australie, Inde), interétatiques (Organisations internationales et multilatérales) ou opérationnelles telles que les organisations polylatérales, notamment sécuritaires (Rafidinarivo, Rajaon, Sabathier, 2014).

Les questions de sécurité dans l'océan Indien pourront être analysées dans cet axe en termes d'architecture internationale (Saint-Mézard, 2012) et/ou de dynamiques sécuritaires qui configurent par exemple, l'Indo-Pacifique aujourd'hui. Il y a une montée en capacité de puissances régionales dans ce domaine, qu'elles soient étatiques (Australie, Inde), interétatiques (Organisations internationales et multilatérales) ou opérationnelles telles que les organisations polylatérales (Rafidinarivo, Rajaon, Sabathier, 2014). Cela pourrait concerner également le lien des enjeux de défense avec les changements climatiques (Alex, Baillat, et Gemenne, 2019). La fragilisation sécuritaire de l'océan Indien avec les

crises politiques d'une part (Evers, Campbell, et Lambek, 2013) et la régionalisation des crises sécuritaires et leurs conséquences internationales d'autre part, pourront être ici étudiées.

Dans cet axe pourra alors être interrogée la politique des puissances dans l'océan Indien : les réformes de la politique africaine de la France (Rafidinarivo, 2019) ; la conjonction du collier de perles et des routes de la soie de la Chine comme nouvelle forme de maritimisation et de coopération multilatérale (Rafidinarivo et Sabathier 2020a) ; les investissements portuaires étrangers dans le Sud-Ouest de l'océan Indien liés aux activités minières des firmes multinationales (Rafidinarivo 2020b). La question de la compétition sino-indienne pour la domination dans l'océan Indien mérite d'être posée, même si actuellement aucune grande puissance ne semble dominer la région (Meia, 2018). Le rôle des acteurs non étatiques dans les dynamiques de sécurisation sera également à analyser. A ce titre, les analyses sur le développement des forces privées de sécurité et des partenariats sécuritaires public/privé sont les bienvenues, comme celles s'attachant à l'importance des sociétés civiles et de leur expertise humanitaire, scientifique et informative (Rafidinarivo, Rajaon, Sabathier, 2014). Enfin, les analyses innovantes portant sur les dynamiques de coopération politique, mais également d'intégration régionale en termes de régionalisme et de régionalisation (Bouchard, Osman, Rafidinarivo, 2019) sont les bienvenues dans cet axe.

Références :

- Alex, Bastien, Alice Baillat, et François Gemenne. « Changements climatiques et enjeux de défense dans l'océan Indien occidental ». *IRIS/FRS*, 2019.
- Badie, Bertrand. *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris, Fayard, 2013 [1995].
- Badie, Bertrand. *Inter-socialités - Le monde n'est plus géopolitique*. CNRS Editions., 2020.
- Bazin, Anthony, Fabrice Doublet, Fridor Funteau, Bernard Hay, Christiane Rafidinarivo, Thierry Sabathier, Bernard Salva, Serge Valgresy. « La politique sécuritaire de la France dans l'océan Indien », in Union-IHEDN, *La Mer – un livre bleu pour la France*. Paris, La Documentation française, 2017 : 67-78
- Beauguitte, Laurent. « L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies de 1985 à nos jours ». *L'Espace géographique* Tome 39, n° 3 (13 septembre 2010) : 276-82.
- Beaujard, Philippe. *Les mondes de l'océan Indien*. Paris, Armand Colin, 2012.
- Bouchard, Christian, Shafick Osman, Christiane Rafidinarivo. « Southwest Indian Ocean Islands : Identity, Développement and Cooperation ». *Journal of the Indian Ocean Region* 15, n° 1, Routledge, Taylor and Francis (2019):1-77
- Campbell, Gwyn (ed). *Bondage and the Environment in the Indian Ocean World*. Palgrave Series in Indian Ocean World Studies. Basingstoke, Hampshire Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan, 2018.
- Campbell, Gwyn. *Africa and the Indian Ocean World from Early Times to Circa 1900*. 1^{re} éd. Cambridge University Press, 2019
- Couteau-Bégarié, Hervé et Martin Motte. *Approches de la géopolitique, de l'antiquité au XXI^e siècle*. Paris, Economica, 2015
- Escudé-Joffres, Camille. « Coopération politique et intégration régionale en Arctique (1996-2019) : construction d'une région ». These, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2020a. <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-02980869>.

- Escudé-Joffres, Camille. « Coopération politique et intégration régionale en Arctique : naissance, développement et critique d'une région ». *Belgeo. Revue belge de géographie*, n° 4 (novembre 2020b).
- Evers, Sandra, Gwyn Campbell, et Michael Lambek, éd. 2013. *Contest for Land in Madagascar: Environment, Ancestors and Development*. Brill. <https://brill.com/edcollbook/title/24416>.
- Goin, Vaimiti. « L'espace indopacifique, un concept géopolitique à géométrie variable face aux rivalités de puissance » ». *Géococonfluences*, 2021. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/oceans-et-mondialisation/articles-scientifiques/espace-indopacifique-geopolitique>.
- Grataloup, Christian. « L'appel des grands espaces ». *Espace Temps* 34, n° 1 (1986) : 71-76. <https://doi.org/10.3406/espac.1986.3354>.
- Hérodote. *Géopolitique de l'océan Indien*. La Découverte, 2012.
- Houssay-Holzschuch, Myriam. *Antimondes. Espaces en marges, espaces invisibles*. L'Harmattan, 2006. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00186920>.
- Jones, Alun, et Julian Clark. « 'Political Geography and Political Science: Common Territory?' ». *Geopolitics* 0, n° 0 (2 août 2019) : 1-7. <https://doi.org/10.1080/14650045.2019.1643161>.
- Lacoste, Yves. « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique ». *Herodote* n° 146-147, n° 3 (15 novembre 2012) : 14-44.
- Loyer, Barbara. *Géopolitique. Méthodes et concepts*. Paris, Armand Colin, 2019
- Louis, Florian. *Qu'est-ce que la géopolitique ?* Géopolitiques. Paris, PUF, 2022.
- Mamadouh, Virginie, et Herman Van der Wusten. « The European level in EU governance: territory, authority and trans-scalar networks ». *GeoJournal* 72, n° 1 (1 juin 2008): 19-31. <https://doi.org/10.1007/s10708-008-9162-8>.
- Nouwens, Meia. « China and India: Competition for Indian Ocean Dominance? » IISS, 2018. <https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2018/04/china-india-competition>.
- Océan Indien et Indianocéanie*. Vol. 402403. Revue Outre-Mers, (2019). <https://www.cairn.info/revue-outre-mers-2019-1-page-3.htm>.
- Racine, Jean-Luc. « La nouvelle géopolitique indienne de la mer : de l'océan Indien à l'Indo-Pacifique ». *Hérodote* 163, n° 4, (2016) : 101-29. <https://doi.org/10.3917/her.163.0101>.
- Rafidinarivo, Christiane, 2016, « Enjeux géopolitiques des négociations sur les Iles Eparses », in Rafidinarivo, Christiane et Johary Ravaloson (dir.), Regards Croisés sur les Iles Eparses, Ressources et Territoires contestés, Dossier spécial de la *Revue juridique Madagascar Conseil International*, n° 72-73, (2016) : 21-30
- Rafidinarivo, Christiane. « Security Reform of France's Africa Policy Cooperation: Incremental Process. », in Check, Nicasius A., Adar G. Korwa, Ajume Wingo (eds.). *France's Africa Relations: Domination, Continuity and Contradiction*. Geopolitical maps with Thierry Sabathier, 64-105. Pretoria, African Institute of South Africa, 2019: 64-105
- Rafidinarivo, Christiane. « Maritimisation : Perspective géopolitique de la diplomatie », in Friederich Ebert Stiftung, Indépendance : 60 ans d'espoir et de destruction, *Politikà* hors-série, (2020b)

- Rafidinarivo, Christiane. Reading Contested Territory with a Geopolitical Framework, in Fonditi, Francis and Douglas Yates, *Illusions of Locality Concept, Consequences for Blue Economy in Africa*, Delaware, Vernon Press, Series in Politics, 2020c
- Rafidinarivo, Christiane. « La Nouvelle Géopolitique de l’océan Indien ». *The Conversation*, 2021a. <http://theconversation.com/la-nouvelle-geopolitique-de-locean-indien-152638>.
- Rafidinarivo, Christiane. La nouvelle géopolitique de l’océan indien et l’Indo-Pacifique, *Défense* n°209. 2021b : 70-73
- Rafidinarivo, Christiane, Davida Rajaon, Thierry Sabathier. Réseaux de sécurisation, sécurisation en réseaux. In L’Afrique en réseaux. 3^{ème} Rencontres des Africanistes en France. Groupe d’Intérêt Scientifique Afrique. IEP Bordeaux. 2014
- Rafidinarivo, Christiane et Johary Ravaloson (dir.). « Regards croisés sur les Iles Eparses ». *Revue juridique Madagascar Conseil International*, (2016)
- Rafidinarivo, Christiane et Thierry Sabathier. « Ressources et Contestations Territoriales Internationales : Analyse politique comparée des Îles Éparses », 2018, in *Mémoires de l’Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences*, FASCICULE LXV. 1947-2017, LXX^{ème} Anniversaire du 29 Mars 1947 – « Pour l’État Malgache : Libre et Indépendant », Actes du Colloque Scientifique International du 30 et 31 mars 2017, Académie Malgache, Antananarivo, 2018 : 341-354
- Rafidinarivo, Christiane et Thierry Sabathier. « Nouvelle Géopolitique Océan indien », Exposition scientifique de cartes géopolitiques, Association Océan Indien de Science Politique, Laboratoire de recherche sur les espaces Créoles et Francophones, Bibliothèque Océan Indien Collection d’Excellence, Université de La Réunion, 2020a. <https://hal.univ-reunion.fr/hal-02977001>
- Saint-Mézard, Isabelle. « Quelles architectures de sécurité pour l’océan Indien ? » *Hérodote* 145 (2), 2012, 129-49. <https://doi.org/10.3917/her.145.0129>.
- Vergès, Françoise, Ho Hai Quang, Solofo Randrianja, Christiane Rafidinarivo (Rakotolahy), Zakir Hussein, Thierry Malbert. « Cartographie d’une zone de contacts de l’océan Indien », Kobou, Georges (ed.), *Les économies réelles en Afrique, Real Economies in Africa*, CODESRIA, Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique, Dakar, 2003 : 129-199

Notices biographiques

Christiane Rafidinarivo est politiste, Docteure Habilitée à Diriger des Recherches en Science Politique. Elle est Professeure Associée en Science Politique, Relations Internationales et Géopolitique à l’Institut d’Etudes Politiques Madagascar dont elle est la Présidente du Conseil Scientifique. Elle est Chercheuse Associée au laboratoire de recherche sur les espaces Créoles et Francophones de l’Université de La Réunion et Chercheuse Invitée au Centre de Recherche Politique CEVIPOF CNRS Sciences Po Paris. Elle est Présidente de l’Association Océan Indien de Science Politique. Elle a publié de nombreux ouvrages et articles scientifiques sur l’océan Indien dont elle est spécialiste.

christiane.rafidinarivo@sciencespo.fr

Camille Escudé est Directrice du Centre de Recherches Politique de Madagascar (IEP Madagascar), Docteure associée au Centre de Recherches Internationales (CERI, Sciences Po) et chercheuse associée au Centre Québécois d’Etudes internationales. Professeure agrégée de géographie, ses recherches portent sur l’intégration régionale et la coopération politique, en particulier dans l’océan Arctique, entre Géographie et Relations Internationales.

cescude.iep@gmail.com

Le Centre de Recherche Politique de Madagascar (CRPM) de l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Madagascar est le centre de recherche de référence pour l'étude du politique et des relations internationales à Madagascar. Fort de partenariats internationaux, il rassemble des chercheurs qui travaillent à l'étude de la vie politique et de la géopolitique de l'océan Indien en particulier. Si l'inscription disciplinaire du CRPM s'opère de façon dominante en science politique, elle passe aussi par l'histoire, l'économie, le droit, la sociologie, la géographie, la gestion, permettant ainsi la mise en œuvre d'une véritable interdisciplinarité en action, en lien avec la société civile.

www.iep-madagascar.mg